

François Hollande, ou l'écrasante faiblesse de l'État



<http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/06/17/10001-20130617ARTFIG00707-francois-hollande-ou-l-ecrasante-faiblesse-de-l-etat.php>

Mis à jour le 17/06/2013 à 18:25 |

La chronique d'Alain-Gérard Slama.

Tout, dimanche soir, était dit d'avance dans la mise en scène: un président de la République socialiste sur une chaîne commerciale, invité de l'émission «Capital», au demeurant excellente, sur M6, et devant attendre la fin des publicités pour passer à l'antenne, ce n'était pas tout à fait la même chose que François Mitterrand s'offrant le luxe de dire quelques mots de verlan, en 1986, sur le plateau d'Yves Mourousi. Si le président, au surplus, s'était déplacé, c'était pour parler, une nouvelle fois d'économie, qui prête peu au rêve, et au risque de la redite. Si brillant que soit son talent d'expression, l'audience de l'émission a été inférieure à trois millions d'auditeurs,¹ alors que TF1 en attirait au même moment près de six millions avec une comédie légère.

La tentation est grande d'en conclure que, au fond, les Français sont convaincus que le pouvoir n'a aucune prise sur l'économie, sinon sur les marges, et que la seule issue est d'attendre sagement, comme le président ne cesse lui-même de le répéter, que la croissance revienne pour que le chômage² diminue. Ce n'est certes pas ainsi que le président de la République parviendra à rallumer la moindre flammèche d'espoir et à rétablir la confiance. Or il est totalement faux de prétendre que, sous prétexte qu'il doit tenir compte des contraintes de la globalisation, le pouvoir n'ait pas de pouvoir. La vérité est qu'il en a beaucoup trop et que ce pouvoir est d'autant plus inefficace, et exerce une influence d'autant plus néfaste sur l'esprit public, qu'il s'étend davantage.

Le fait est que, dimanche soir, les enquêtes présentées à l'écran en contrepoint du discours présidentiel mettaient en évidence le fait que la déception des citoyens par rapport au pouvoir est d'autant plus grande qu'ils sont mis en situation d'en attendre tout, et que, plus gravement encore, aux yeux du plus grand nombre, le seul centre détenteur réel et efficace de la prise de décision émane du chef de l'État: comme si toutes les responsabilités, du plus humble citoyen au plus puissant, lui étaient déléguées. Un tel processus est inéluctable quand tout le pays, du sommet à la base, est enclin à surestimer les contraintes et à sous-estimer les ressources de la liberté.

Jamais non plus le pouvoir n'a été aussi fortement soumis aux pressions des demandes sociales et des revendications de droits

Les demandes des chefs d'entreprise formulées sur M6 allaient en apparence dans le bon sens en exprimant le besoin d'une réduction enfin significative des charges qui les accablent, en particulier sur les salaires. En regard, M. Hollande³, qui n'a guère attendu pour s'aligner sur la conduite de son prédécesseur en s'exposant en première ligne, a persisté à répondre à leur attente dans les termes des contrats aidés, du «dopage» de l'apprentissage et de l'aide à l'investissement, qui maintiennent les prises de responsabilité et les initiatives dans la dépendance de l'État, et qui demeurent gérées par des administrations nationales et territoriales pléthoriques, lentes et tatillonnes. Depuis, en gros, le gouvernement Jospin de 1997, l'État a certes compris la nécessité de privatiser les entreprises publiques, mais sans pour autant renoncer à son emprise. C'est si vrai qu'aujourd'hui, le sort du patron d'Orange⁴, mis en examen, dépend, comme hier, du choix de l'actionnaire étatique minoritaire et que nul ne s'en étonne, à l'exception de groupes d'opinion contestataires, dont les arrière-pensées sont d'abattre le «système» plutôt que de l'aider à se corriger. Jamais, en République, le pouvoir n'a eu, de fait, autant de pouvoir, en ce sens que jamais autant de citoyens et d'institutions n'ont dépendu de façon aussi totale et constante de l'État et de celui qui l'incarne.

Jamais non plus le pouvoir n'a été aussi fortement soumis aux pressions des demandes sociales et des revendications de

droits, et c'est, parallèlement à sa prétention de se mêler de tout, l'autre grande cause de sa faiblesse. Souffrant de son inefficacité dans le champ de l'économie, il s'est appliqué à satisfaire les demandes sociétales. C'est ainsi que, dans l'espoir de se rendre populaire, il a encouragé tous les mouvements sociaux, depuis les corporatismes jusqu'aux groupes identitaires. Pis, il les a érigés au rang de redoutables contre-pouvoirs, en prenant en charge leurs intérêts, si opposés qu'ils fussent à l'intérêt général. Et c'est ainsi que, à défaut d'encourager la liberté «fille des Lumières», pour reprendre une formule magnifique de Chateaubriand, il n'a cessé de normaliser les rapports sociaux et de tuer à la racine la liberté «fille des mœurs».

La rédaction vous conseille :

Hollande et les grands patrons: l'opération réconciliation⁵



Alain-Gérard Slama

journaliste

9 abonnés

Liens:

- 1 <http://tvmag.lefigaro.fr/programme-tv/article/information/75939/francois-hollande-audience-decevante-sur-m6.html>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/taux-de-chomage>
- 3 <http://plus.lefigaro.fr/tag/francois-hollande>
- 4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/stephane-richard>
- 5 <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2013/06/14/10001-20130614ARTFIG00657-hollande-et-les-grands-patrons-l-operation-reconciliation.php>